

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-Bolivie-et-apres>

La Bolivie, et après ?

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 12 novembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Argentine, Pérou, Equateur... et maintenant Bolivie ! Le président bolivien, qui s'est réfugié aux Etats-Unis après un mois d'émeutes, est le quatrième chef d'Etat latino-américain depuis six ans à être chassé du pouvoir par la rue...

Por Anne Proenza

Courrier International, octobre 2003

Gonzalo Sánchez Lozada, dit Goni, chef de l'Etat bolivien, a dû démissionner le 18 octobre après un mois d'émeutes violemment réprimées et un triste bilan : 70 morts et des centaines de blessés. L'Argentin Fernando de La Rúa avait fui le palais présidentiel de Buenos Aires en hélicoptère le 20 décembre 2001 au terme d'une semaine de caserolazo (manifestations bruyantes au son des casseroles). Bilan : 27 morts et des centaines de blessés. Le 19 novembre 2000, après trois mois de crise, le Péruvien Alberto Fujimori, profitant d'un voyage officiel au Brunei, s'empressait de se réfugier au Japon. Enfin, l'Equatorien Abdallah Bucaram, qui avait été élu en août 1996, fut destitué par le Congrès pour cause d'"incapacité physique et mentale" en février 1997, après une grève générale et de violentes manifestations à Quito.

Le modèle économique néolibéral, largement critiqué depuis la crise argentine, continue d'être vilipendé par la presse (et pas seulement de gauche) latino-américaine, qui s'inquiète déjà des suites. "Comme il est arrivé dans d'autres pays de la région, la protestation citoyenne a entraîné un changement d'autorité à l'intérieur du système démocratique", remarque le quotidien argentin Clarín, soulignant que, "en Bolivie comme presque partout en Amérique latine, ce sont plus que jamais l'accroissement de la pauvreté et la persistance des inégalités qui dominent". "Le modèle néolibéral continue d'être le détonateur de la crise économique en Amérique latine", titre de son côté le quotidien colombien El Tiempo, qui prévient : "Ces graves événements posent une question aux pays qui imitent les mesures d'ajustement, d'ouverture économique et de privatisation de la Bolivie et de l'Argentine. Ces thérapies de choc ne débouchent-elles pas forcément sur le chaos social ?" Et ce quotidien plutôt libéral de poursuivre : "L'ancien ministre des Finances argentin Domingo Cavallo et l'ex-président bolivien Gonzalo Sánchez Lozada furent érigés comme des sortes de héros du tiers-monde, et ils sont maintenant détestés par les foules dans leurs pays respectifs. En Bolivie, où les indicateurs économiques continuent d'être stables, il est évident que pour la population ces réussites macroéconomiques ne sont pas suffisantes." El Tiempo conclut : "L'éradication de la pauvreté est bien plus difficile à obtenir que la stabilité macro-économique."

Plus de morts qu'hier, mais bien moins que demain...

Au Pérou, pays voisin qui depuis la chute d'Alberto Fujimori n'a pas réussi à sortir de l'ornière, la crise bolivienne ne peut qu'inquiéter. Le président Alejandro Toledo est confronté depuis le début de l'année à de nombreuses et importantes manifestations. "Il existe une méfiance envers les processus de privatisation et l'exploitation des ressources naturelles, qui ne bénéficient pas à l'ensemble de la population. Toledo est confronté aux problèmes des paysans, de la coca et de l'énergie", rappelle le quotidien mexicain Reforma, qui cite le sociologue péruvien Martín Tanaka : "Dans les années 80, la crise de la dette endeuilla la région : il y eut hyperinflation, violence et chutes de présidents. Nous voyons aujourd'hui quelque chose de ressemblant : un ensemble de dérèglements, conséquences de la recette néolibérale. Mais le grand drame, c'est que l'on a essayé toutes les recettes et qu'il n'y a pas d'alternative."

"C'est le futur de l'ALCA (Accord de libre commerce des Amériques, qui prévoit l'abolition des barrières douanières sur tout le continent, de l'Alaska à la Patagonie, à l'exception de Cuba, d'ici à 2005) qui se joue dans les rues de La Paz", renchérit dans l'hebdomadaire uruguayen Brecha Raul Zibechi, ardent pourfendeur de cet accord encouragé par les Etats-Unis et qui cristallise de nombreux mécontentements dans tout le continent.

"Pour ceux qui suivent un tout petit peu l'histoire de la Bolivie, il n'était pas difficile de percevoir qu'une guerre civile était en train de naître. La Bolivie est un pays explosif, théâtre de grands conflits sociaux. Et, même si personne ne

l'a appris à l'école, il y eut là-bas une très belle révolution en 1952", souligne le sociologue brésilien Emir Sader dans le quotidien mexicain La Jornada. Quant à l'éditorialiste Alvaro Vargas Llosa, fils de l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa et de tendance plutôt libérale, il prévient, dans le quotidien chilien La Tercera : "Ce qui préoccupe le plus, ce ne sont pas les morts qui ont précipité la démission de Sánchez Lozada. Ce sont ceux de demain, qui seront beaucoup plus nombreux."

© Courrier international